

# « Le définancement pénalise très lourdement les universités »

Entre 1997 et 2016, les dépenses de la Fédération Wallonie-Bruxelles par étudiants ont diminué de 22,3 %.

• Quentin COLETTE

Quand on parle des élections européennes, fédérales et régionales à venir, le recteur de l'UCLouvain, Vincent Blondel, entre directement dans le vif du sujet : « Au niveau de la Région et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sans aucune ambiguïté, l'enjeu majeur est celui du financement de l'enseignement supérieur et des universités en particulier. C'est une revendication que porte l'ensemble des six recteurs des universités belges francophones. » Elle est forcément reprise dans le mémorandum que le conseil des recteurs francophones a rédigé en perspective des élections.

On y lit qu'entre 1997 et 2016, les dépenses de la Fédération Wallonie-Bruxelles par étudiant ont diminué de 22,3 %. Elles ont diminué de 10,4 % dans l'enseignement supérieur hors universitaire mais elles ont augmenté dans le maternel (+29,6 %), le pri-

maire (+21,9 %), le spécialisé (+13,7 %) et le secondaire (+3 %).

## Universités pénalisées

« Ce définancement pénalise très lourdement les universités dans l'accomplissement de leurs missions et le maintien de la qualité de l'enseignement, des infrastructures et de la recherche et nuit

à l'accroissement de l'accessibilité aux études notamment. »

Et de poursuivre : « L'enseignement supérieur impacte de manière majeure notre société que ce soit au niveau de la santé, de l'éducation, de la recherche, de l'innovation, de la transition écologique, du développement économique, de la formation des citoyens de demain... Toucher à l'enseignement supérieur conditionne le devenir de nos sociétés. C'est étonnant que le cri des universités en ce qui concerne leur financement n'ait jusqu'ici pas été entendu. J'espère que les formations politiques y seront attentives cette fois. »

Certes, les universités ont obtenu des moyens supplémentaires : un peu plus de 28 millions€ en 2019. « On a arrêté le définancement par étudiant, on a stoppé l'hémorragie. Maintenant, il faut renflouer. »

## Un effort de 150 millions sur la prochaine législature

Mais les recteurs sont conscients de l'effort à réaliser, assure Vincent Blondel. « Notre demande est mesurée : il s'agit de retourner au niveau de financement par étudiants de 2009 sur deux législatures. Soit un premier effort de 150 millions€ lors de la prochaine législature et de 150 autres millions lors de la suivante. Ce sont les conditions nécessaires pour assurer l'excellence de nos universités et réduire la pression sur l'ensemble du personnel. »

Car il faut le reconnaître, jusqu'ici, les universités, qui font avec des bouts de ficelle, proposent un enseignement de qualité. « Mais le danger est une dégradation de la qualité de l'enseignement. Ce qui amènerait notamment les étudiants à ne plus se former en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il faut donc agir pour assurer l'avenir », soutient le recteur de l'UCLouvain. ■

## VITE DIT

### Formation initiale des enseignants

Dans le futur, la formation initiale des enseignants des maternelles, primaires et secondaires inférieures passera aussi par l'université. « Cette réforme doit être soutenue financièrement. Sinon, on n'y arrivera pas », glisse Vincent Blondel.

### Autonomie

Le recteur de l'UCLouvain,

comme les autres recteurs, plaide en faveur d'une autonomie adéquate des universités, tant dans leur gestion que dans l'organisation de projets innovants en enseignement ou en recherche. « Il y a beaucoup d'emprise politique. On demande donc une évaluation du Décret Paysage (qui réforme l'enseignement supérieur) et éventuellement son adaptation. » **Q. C.**

# Médecine : « Arrêter l'incertitude permanente »

## Au Fédéral

Le recteur de l'UCLouvain, Vincent Blondel, porte aussi des revendications pour le Fédéral. « On doit sortir de l'incertitude permanente dans laquelle sont plongés les étudiants en médecine. La délivrance des numéros Inami ne se fait qu'après six ans d'études... Chaque année, on a trouvé des solutions et j'en suis reconnaissant. Mais il faut une solution structurelle, même si c'est

complexe vu la dimension communautaire de la question. »

Ensuite, il faut veiller à ce que la mise en œuvre de la réforme des réseaux hospitaliers décidée sous cette législature se fasse dans de bonnes conditions. « Et notamment dans le respect des libertés des différents acteurs. Il faut aussi que cette réforme permette une reconnaissance suffisante de la dimension

universitaire des hôpitaux universitaires. Ils ont un rôle spécifique à jouer, en termes d'enseignement et de recherche. »

Enfin, au niveau de la recherche en matière de transition écologique, il faut une réponse à l'échelle du pays et donc soutenir comme il se doit le FNRS.

## À l'Europe

Avec un possible Brexit (sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne), « il faut s'assurer que les collaborations internationales en matière de re-

*cherches puissent continuer, y compris avec nos collègues britanniques. »*

**D**ans son programme, le PS propose, entre autres, « *d'accélérer le refinancement de l'enseignement supérieur et mettre fin au mécanisme de l'enveloppe fermée* ». Il entend donner des budgets supplémentaires aux établissements accueillants des étudiants issus de milieux en difficultés socio-économiques. Il souhaite encadrer et limiter l'apport de fonds privés, l'enseignement supérieur étant « *un service*

## Vous avez dit enveloppe fermée ?

**D**epuis 1998, le financement de l'enseignement supérieur par la Fédération Wallonie-Bruxelles se fait sous enveloppe fermée. C'est-à-dire qu'une fois le montant alloué fixé, il ne changera pas. Et pour simplifier, les établissements se partagent le montant en fonction du nombre d'étudiants qu'ils accueillent.

Ce système pousse donc les universités à se concurrencer pour

attirer davantage d'étudiants et ainsi obtenir davantage de financement.

En outre, le nombre d'étudiants poursuivant un cursus supérieur va croissant. Mais l'enveloppe fermée n'a pas augmenté dans les mêmes proportions, si bien que depuis lors, le financement par étudiant a baissé en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce qui met à mal l'enseignement supérieur. ■ **Q. C.**

### Werner Saussez (Écolo)

#### « Sortir de l'enveloppe fermée »

« Il est clair qu'Écolo défend un refinancement de l'enseignement supérieur, assure Werner Saussez (Court-Saint-Étienne), 4<sup>e</sup> suppléant sur la liste Écolo à la Région. Il faut sortir du système actuel en enveloppe fermée et mettre en place un financement au moins minimum par étudiant. Il faudra se battre pour

un refinancement global de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Car il n'y a pas que l'enseignement supérieur qui est impacté. Toujours est-il que nous refuserons toutes mesures limitant le nombre d'étudiants.

Nous voulons des études supérieures accessibles, citoyennes et répondant aux enjeux actuels de la transition écologique. » ■ **Q. C.**

### Rudi Cloots (cdH)

#### « Renforcer les aides sociales »

« Le cdH partage le constat des recteurs d'un sous-financement chronique de l'enseignement supérieur. Il faut le refinancer pour avoir un meilleur encadrement des étudiants et de meilleures infrastructures, indique Rudi Cloots (Hélécine), 3<sup>e</sup> effectif au Fédéral et vice-recteur de l'ULg. Ce constat vaut pour la recherche aussi. En outre, il faut mobiliser

plus de moyens pour le programme d'échanges Erasmus, améliorer les mesures sociales (bourses étudiantes, etc.) et aider les étudiants koteurs qui en ont besoin. » Le cdH veut aussi créer un fonds européen aidant les États qui forment un nombre d'étudiants européens supérieurs au nombre de ses étudiants formés dans un autre pays de l'Union. ■ **Q. C.**

**Sybille de Coster (MR)****PS****« Améliorer le financement »**

**L**e MR veut améliorer le financement de l'enseignement supérieur. « Une réflexion doit être menée sur l'adaptation du système actuel d'enveloppe fermée. Quelle sera la hauteur du refinancement ? Cela dépendra des moyens alloués à la Fédération Wallonie-Bruxelles et des choix politiques faits lors de la confection du budget », dit Sybille de

Coster-Bauchau (Grez-Doiceau), 3<sup>e</sup> effective à la Région. Les libéraux veulent aussi diminuer voire supprimer le minerval des filières menant aux métiers en pénurie, « sans perte de financement pour les établissements » ou encore permettre à ceux-ci de diversifier leurs sources de financement même si celui-ci doit être public prioritairement. ■ **Q. C.**

**Stéphanie Heng (DéFI)****« Pour les générations futures »**

« **D**éFI souhaite un refinancement de l'enseignement supérieur à hauteur de 150 millions €. Cela permettra de dynamiser les mécanismes d'aide à la réussite et à l'orientation en début de parcours, mais aussi de favoriser l'innovation pédagogique, de combattre la précarisation du milieu étudiant, ainsi que de renforcer les liens entre le supérieur et le monde du travail,

soutient Stéphanie Heng (Nivelles), 3<sup>e</sup> effective sur la liste DéFi au Fédéral. Plus qu'une dépense budgétaire, le refinancement est avant tout un investissement dans les générations futures. Face aux enjeux auxquels est confrontée notre société, les universités ont plus que jamais un rôle à jouer pour trouver des réponses innovantes. » ■ **Q. C.**

 **limiter l'apport de fonds privés**

**D**ans son programme, le PS propose, entre autres, « d'accélérer le refinancement de l'enseignement supérieur et mettre fin au mécanisme de l'enveloppe fermée ». Il entend donner des budgets supplémentaires aux établissements accueillants des étudiants issus de milieux en difficultés socio-économiques. Il souhaite encadrer et limiter l'apport de fonds privés, l'enseignement supérieur étant « un service

public qui doit rester financé par les pouvoirs publics ». Ou encore intégrer la mobilité des étudiants européens dans le financement de l'enseignement supérieur en prévoyant « un système au niveau européen qui permette d'octroyer une compensation financière pour un État ou, en Belgique, une Communauté, s'il accueille plus d'étudiants de l'Union européenne qu'ils n'en envoient dans les autres pays. » ■ **Q. C.**